

# Le PCF s'éclate

jeudi 28 janvier 2010, par Michel Soudais

Le 14 mars, les électeurs auront, dans plusieurs régions, le choix entre des candidats communistes engagés sur des listes concurrentes. Un phénomène révélateur de la crise existentielle de ce parti.

Sous les lignes fluides et bien lisses de son siège national, place du Colonel-Fabien, dessiné par l'architecte Oscar Niemeyer, le Parti communiste cache de plus en plus difficilement les herbes folles qui l'envahissent. Car le temps où le PCF n'avait qu'une seule ligne est définitivement révolu. Il n'est pas rare de trouver, dans une même région, des candidats communistes sur deux, voire trois listes.

Certes, très majoritairement, le parti de Marie-George Buffet a choisi de présenter des listes indépendantes du PS et d'Europe Écologie au premier tour des élections régionales, le 14 mars. Dans 17 régions sur 22, les adhérents du PCF ont fait le choix de constituer des « *listes du Front de gauche de large rassemblement au premier tour* », des listes ouvertes « *à des forces nouvelles* » et notamment des femmes et des hommes issus du mouvement syndical, social ou associatif. Des listes qui, dans la plupart des cas, portent l'intitulé « Ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes ». Ce choix courageux a toutefois été affaibli dès le départ par le refus de la direction de désavouer, ou même critiquer, l'option retenue par les militants de cinq régions – Bourgogne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Haute-Normandie, Lorraine – qui ont préféré la sécurité d'un accord avec le PS dès le premier tour.

Mieux, après avoir estimé, début décembre, que les deux options – une liste Front de gauche élargie ou une liste PS-PCF – étaient tout aussi légitimes, ce qui est déjà problématique – quand tout se vaut, rien ne vaut –, la direction du PCF se félicite désormais ouvertement des premiers résultats des discussions avec le PS. Dans ces régions, explique Pierre Dharréville, son rapporteur devant le conseil national, mi-janvier, « *un accord satisfaisant a été signé avec l'ensemble [sic] des forces de gauche* ». Des « forces » pourtant limitées à trois formations, le PS, le MRC et le PRG. Ces accords excluant tous les partenaires avec lesquels le PCF est engagé dans les 17 autres régions, est-ce à dire que le PCF y discute avec des forces qui ne sont pas « de gauche » ? Cette dualité d'orientations politiques, approuvée au plus haut niveau, se complexifie encore dans plusieurs régions où des élus communistes, en désaccord avec le vote des militants, se présentent séparément sur une liste concurrente.

C'est le cas des quatre vice-présidents sortants de la région Languedoc-Roussillon. Hostiles au choix très largement majoritaire des communistes de cette région en faveur d'une liste rassemblant toute l'autre gauche, du PCF au NPA en passant par la FASE et les Objecteurs de croissance, l'ancien ministre des Transports Jean-Claude Gayssot, Josiane Collerais, Henry Guaino et Jean-Paul Boré sont restés fidèles à Georges Frêche sur les listes duquel ils figurent chacun à une place

éligible. Une dissidence condamnée par l'équipe de Marie-George Buffet. Contacté début janvier par *Politis*, Francis Parry, en charge des relations avec les autres partis de gauche, se demandait si l'on pouvait encore considérer « *Jean-Claude Gayssot comme communiste ou même de gauche* ».

Ce désaveu reste toutefois circonscrit aux francs-tireurs du Languedoc-Roussillon. « *Nous ne serons pas avec Georges Frêche ni au premier, ni au second tour* », avait promis, le 22 octobre, Marie-George Buffet. Il faut de l'« *éthique en politique* », ajoutait-elle, reprochant au président de la région autant ses déclarations que ses choix politiques et son mode de gestion autocratique. Un point de vue sur lequel la numéro un communiste n'a pas varié. Sur la dispersion de ses troupes dans d'autres régions, la direction du PCF affiche en revanche un mutisme prudent.

En Provence-Alpes-Côte-d'Azur, où le PCF a reconduit le Front de gauche, Joël Canapa, vice-président de la région, l'un des ténors communistes du Var, figurera au premier tour sur la liste du socialiste Michel Vauzelle, avec qui il entend « *continuer à barrer la route à la droite en jouant l'union* ». Soutenu dans sa démarche par une centaine de militants, dont de nombreux élus municipaux, il conserve néanmoins sa carte du Parti et déclare dans la Provence (9 janvier) : - « *Moralement, c'est un peu compliqué, mais je ne crains rien vis-à-vis du PCF, d'autant que je n'ai rien négocié. Et que je reverse toutes mes indemnités au parti.* »

Dans le département voisin des Bouches-du-Rhône, Paul Lombard, qui fut longtemps maire de Martigues et n'est pas candidat, appelle lui aussi à voter Vauzelle dès le premier tour, contre son propre parti, donc. « *L'intérêt de ma ville passe au-dessus de mes convictions personnelles* », justifie-t-il.

Dans les Pays-de-Loire, où Marc Gicquel (PG) mène une liste de toute l'autre gauche, trois des cinq fédérations du PCF, la Mayenne, le Maine-et-Loire et la Loire-Atlantique, ont refusé le choix majoritaire des militants de la région. Elles présentent dix candidats, dont deux conseillers régionaux sortants, Philippe Denis et Gilles Bontemps, sur la liste conduite par Jacques Auxiette, le président socialiste sortant. La dispersion des communistes n'épargne pas la région capitale. Deux communistes figurent en bonne place sur les listes Europe Écologie. Si Jacques Perreux, vice-président du conseil général du Val-de-Marne, qui fut le directeur de la campagne présidentielle de José Bové, a annoncé sa démission du PCF, Stéphane Gatignon, maire de Sevran, qui mènera la liste écolo en Seine-Saint-Denis, est toujours officiellement membre du conseil national du PCF. Des communistes, emmenés par Robert Hue, seront eux sur la liste de Jean-Paul Huchon, le président sortant socialiste.

L'ancien secrétaire national du PCF, candidat dans le Val-d'Oise en position non éligible, s'est vu réserver « *sept candidats* » pour son parti, le Mouvement unitaire progressiste (MUP), dont « *4 à 5 en position éligible* ». « *Toujours communiste* », Robert Hue revendique être « *dans une logique d'opposition constructive, en discutant avec les socialistes et le MoDem* », et n'est plus membre du parti dont il a voulu la « *mutation* ». Mais ce n'est pas nécessairement le cas de tous les candidats qu'il présente, le MUP autorisant la double appartenance.

Cette étiquette permet essentiellement à des élus qui veulent s'affranchir du choix de leur fédération de se revendiquer d'une étiquette temporaire. Comme en

Picardie, où les trois vice-présidents communistes à la région, Daniel Beurdeley, en charge des transports, Olivier Chapuis-Roux, en charge des sports, Françoise Van Hecke, en charge du tourisme, sont candidats sur la liste de Claude Gewerc, le président sortant socialiste. Dans cette région, la division des communistes est à son paroxysme : la liste « Ensemble pour une Picardie à gauche » (PCF, PG, GU) y est aussi concurrencée par les amis de Maxime Gremetz. L'incontrôlable député de la Somme y conduit, en électron libre, une liste hostile à tout accord avec le PS, sur laquelle figurent nombre de communistes encartés.

L'indiscipline n'est pas seulement le fait d'élus communistes soucieux de préserver leur siège en restant dans le sillage du PS. Dans au moins trois des cinq régions où le PCF s'est placé sous l'aile protectrice des socialistes, des communistes seront candidats sur des listes de la gauche de gauche. C'est le cas en Bretagne. En Bourgogne aussi, où le PCF de l'Yonne devrait s'engager sur une liste NPA-PG qui comprendrait des communistes identifiés dans trois des quatre départements de la région. Et également en Lorraine, où des communistes hostiles au ralliement au PS s'apprêtent à fournir le gros des troupes d'une liste « Front lorrain de gauche ». Constituée avec le PG et la Gauche alternative, elle sera dévoilée samedi. « Depuis le congrès de Martigues [en 2000], explique un candidat probable, les communistes ont la liberté de faire les choix qui leur semblent les plus justes, y compris de manière publique. »

La reconnaissance de cette liberté n'avait toutefois jamais abouti à une situation aussi cacophonique. Ni souligné à ce point la perte d'autorité de la direction nationale du PCF. Ici, elle n'autorise pas les dix colistiers de la liste Auxiette à porter l'étiquette PCF mais n'envisage pas de mettre en congé de parti ou d'exclure ces dissidents. « *Tous les communistes sont dignes, ça fait vingt ans que le parti n'a pas exclu* », signale Francis Parry, dans *Ouest-France* (23 janvier). Ailleurs, au nom de cette même dignité, elle défend la désignation à une place éligible d'un conseiller régional sortant, Patrice Voir, adjoint à la mairie de Grenoble, ville gérée avec le MoDem et des amis de l'ex-maire RPR Alain Carignon, intégrés à la majorité municipale par le socialiste Michel Destot. Cela sans prendre garde au « *sérieux problèmes de cohérence politique et de lisibilité de la démarche* » d'une liste qui, comme les autres listes « Ensemble », est fondée notamment sur le « *refus de toute alliance avec le MoDem* », note la FASE, qui s'est retirée de la liste en Rhône-Alpes.

« *Il n'y a plus de cohérence nationale* », déplore Gilles Alfonsi, membre du conseil national du PCF. Pour cet animateur de l'Association des communistes unitaires, « *la direction du PCF, après avoir demandé de respecter les choix différenciés des fédérations communistes pour ne pas faire exploser le parti, est désormais contrainte de justifier l'acceptation de son éclatement* ». Il en résulte ; selon lui, « *une nouvelle accentuation de la crise existentielle* » du PCF. Une crise qu'aucun bon résultat électoral ne parviendra à gommer totalement.